Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Mission-de-la-Caricom-pour-tenter-une-mediation>

Haïti Mission de la Caricom pour tenter une médiation

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mardi 6 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Port-au-Prince, Le mardi 06 janvier 2004

Une mission exploratoire de la Communauté des Caraïbes (Caricom), dont Haïti est membre, séjourne à Port-au-Prince depuis lundi pour tenter une médiation dans la crise politique haïtienne, actuellement dans une impasse totale, a-t-on appris de source diplomatique.

Elle est dirigée par l'ambassadeur de Trinidad et Tobago, Colin Granderson, un diplomate francophone qui avait dirigé dans les années 1990 une mission chargée de veiller au respect des droits de l'homme dans le pays.

Le diplomate qui s'est entretenu lundi avec le président haïtien, Jean Bertrand Aristide, doit rencontrer mardi les membres de l'opposition et de la société civile avant d'achever sa visite mercredi.

La crise haïtienne oppose le président Aristide qui doit achever son deuxième et dernier mandat de cinq ans le 7 février 2006 et la Plate-forme démocratique qui regroupe des représentants de la société civile et des partis d'opposition. La Plate-forme réclame la départ du chef de l'État et son remplacement, pendant une période transitoire de deux ans, par un juge issu de la Cour de Cassation.

La Plate-forme espère obtenir cette démission par des grèves générales et des manifestations à répétition.

L'opposition lance un appel à la grève générale

La Plate-forme démocratique de la société civile et des partis de l'opposition a appelé à deux jours de grève jeudi et vendredi ainsi qu'à des manifestations mercredi et dimanche pour obtenir la démission du président haïtien, Jean Bertrand Aristide.

Cet appel, ont précisé les responsables de la Plate-forme, se situe dans le cadre de « l'alternative de transition » proposée vendredi et qui prévoit le départ du chef de l'État et de son gouvernement « dans les meilleurs délais » et l'installation pour deux ans d'un président provisoire issu de la Cour de Cassation.

Le secrétaire d'État à la Communication, Mario Dupuy, a rejeté cette proposition d'« alternative de transition » de la Plate-forme qualifiée de « bouillon réchauffé datant de 2001 » et traduisant le « mépris (de la plate-forme) vis-à-vis de la population ».

« Quel gaspillage d'argent », a-t-il dit, estimant que « le peuple haïtien a choisi de vivre dans la paix et la démocratie avec le dirigeant de son choix ».

Par ailleurs, selon des sources diplomatiques, l'Afrique du Sud, dont le président Thabo Mbeki était le seul chef d'État à assister le 1er janvier aux cérémonies du bicentenaire de l'indépendance haïtienne à Port-au-Prince, n'est pas intéressée à une quelconque médiation dans la crise haïtienne. « La crise est trop compliquée, Haïti est trop loin de l'Afrique du Sud et Prétoria ne prendra pas position », selon ces sources.